

Les émigrants portugais et le retour au pays

Santos A. Marques dos

Migrations méditerranéennes

Paris : CIHEAM

Options Méditerranéennes; n. 22

1973

pages 67-69

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010549>

To cite this article / Pour citer cet article

Santos A. Marques dos **Les émigrants portugais et le retour au pays.** *Migrations méditerranéennes.* Paris : CIHEAM, 1973. p. 67-69 (Options Méditerranéennes; n. 22)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Les émigrants portugais et le retour au pays

Ant. MARQUES DOS SANTOS
et un groupe
de jeunes émigrés
portugais

Le Portugal est un petit pays du Sud-Ouest de l'Europe qui fait face à la mer et tourne le dos à l'Espagne et à l'Europe. Sa surface est de 92 000 km² (avec les Açores et Madère) et sa population qui était en 1970 d'environ 8,7 millions avait diminué de 165 852 habitants par rapport à 1960 (1). Pendant la même période, entre 1961 et 1972, 1 254 400 Portugais ont émigré cherchant à l'étranger le pain et le travail qu'ils ne trouvaient pas chez eux (2).

Le rôle historique joué par le Portugal à partir du xv^e siècle, d'abord comme découvreur de nouvelles terres, et ensuite comme colonisateur, a fait de l'émigration une constante de l'histoire portugaise depuis 1425, date de la colonisation de Madère (3).

M. LEAL divise en trois périodes l'émigration portugaise, à partir du xvi^e siècle, les deux premières correspondant à ce qu'il appelle le « cycle brésilien » et la dernière, toute récente, constituant un « cycle européen », implicitement destiné selon lui à se poursuivre.

Selon les estimations de M. LEAL, que nous citons toujours par souci d'objectivité, l'importance du flux migratoire portugais aurait été le suivant pendant ces trois périodes :

1^{re} période (1501-1900) : 3 177 600 émigrants (les moyennes annuelles variant entre 3 600 au xvi^e siècle et 30 000 à la fin du xix^e). Ce flux migratoire a été essentiellement destiné au Brésil et dans une bien moindre mesure aux îles de l'Atlantique et aux territoires asiatiques et africains du Portugal.

2^e période (1901-1960) : 1 629 700 émigrants, soit une moyenne annuelle de 27 200, qui recouvre une valeur maximale de 42 500 entre 1901-1913 et une valeur minimale de 8 700 entre 1931 et 1947, période correspondante à la grande crise des années 30 et à la seconde guerre mondiale. Pendant cette période 68,3 % des émigrants se sont rendus au Brésil et 12 % aux USA.

3^e période (1961-1972) : 1 254 400 émigrants dont 846 000 vers la France (4), 95 900 vers la RFA, 87 900 vers les USA, 64 800 vers le Brésil et 94 100 vers d'autres pays.

Pour situer l'importance du phénomène migratoire dans l'histoire portugaise, il faut indiquer l'évolution de la population du pays tout au long de cette période.

Année	Population
1527.	1 200 000
1636.	1 100 000
1732.	2 143 368
1835.	3 061 684
1861.	4 035 330
1890.	5 049 729
1920.	6 032 991
1940.	7 722 152
1950.	8 441 312
1960.	8 851 289
1970.	8 685 437 (5)

On voit qu'entre le xvi^e et le xvii^e siècle, la population du pays a diminué, en conséquence de l'hémorragie provoquée par les découvertes et la colonisation. Le Portugal a ainsi dû recourir à l'immigration des esclaves; on calcule que le nombre d'esclaves à Lisbonne en 1551 était de 10 000 pour une population totale de 100 000 habitants (6).

Comme on le verra par la suite, le Portugal a actuellement recours à l'immigration de nouveaux esclaves — les Cap-Verdiens — et même, à l'importation de travailleurs étrangers. Le sous-développement est ainsi une notion relative et un pays dominé peut être en même temps un pays dominateur. C'est l'originalité du Portugal.

Causes de l'émigration

Un historien célèbre du xix^e, Oliveira MARTINS, a présenté l'émigration comme une tare, car elle constituait la principale « industrie d'exportation du pays ». Certaines explications statiques et mécanistes, fondées sur la pression démographique et l'exiguïté du territoire ne résistent pas à l'analyse; il n'est nullement prouvé que le Portugal soit un pays pauvre et sa densité de population est bien inférieure à celle de pays comme la Hollande, la Suisse ou la Belgique lesquels, non seulement n'exportent pas de main-d'œuvre, mais en importent encore.

Les causes sont à rechercher dans le retard séculaire du Portugal en matière industrielle, dans sa dépendance vis-à-vis de l'Angleterre, concrétisée dans le célèbre traité de Methuen de 1703 par lequel le Portugal s'engageait à importer des tissus anglais et à exporter des vins en Angleterre (c'est le célèbre exemple donné par RICARDO sur la théorie de l'avantage comparatif et la division internationale du

(1) João ANDRADE-SANTOS : *O direito de não emigrar (le droit de ne pas émigrer)*. Communication présentée au 3^e Congrès de l'Opposition Démocratique Portugaise, Aveiro, 4-8 avril 1973.

(2) Voir Dr. SARAGGA LEAL, Secrétaire National. — Secrétariat National de l'Émigration : *L'évolution de l'émigration portugaise in : Hommes et migrations*, n° 847, 1-7-1973, p. 13.

Cette source tout à fait officielle a été choisie volontairement, car les statistiques portugaises étant toutes relatives, les chiffres relatifs à l'émigration portugaise divergent selon les auteurs. Le Dr. S. LEAL est un témoin qualifié de par ses fonctions et ne peut être soupçonné de partialité vis-à-vis des autorités portugaises.

(3) Voir article *Emigração*, par Joel SERRÃO, in *Dicionário de História de Portugal*, Lisboa. Iniciativas Editoriais. 1965. Vol. II, p. 19-29.

(4) En général, on considère qu'il y avait 742 000 Portugais en France (dont 370 000 actifs) au 1^{er} janvier 1973. Voir *Le Monde* du 23-1-1974, « Les immigrés dans l'Europe des Neuf ».

(5) Voir Aníbal DE ALMEIDA : *La population portugaise et l'émigration in : Hommes et Migrations*, n° 852, 15-11-1973. Le chiffre de la population pour 1970, qui est très controversé, a été donné en comparant les chiffres fournis par A. ALMEIDA et ceux de J. A. SANTOS (voir note 1). L'OCDE, dans son dernier rapport sur le Portugal, publié en septembre 1972, indique une population de 8 948 900, chiffre obtenu avec « les estimations effectuées par les autorités portugaises ». Le rapport affirme néanmoins que : « Selon les résultats provisoires du dernier recensement effectué en 1970, la population totale n'aurait que très faiblement augmenté depuis l'année 1960 (...). Elle aurait même diminué d'environ 175 000 personnes de 1965 à 1970 (dont près de 100 000 personnes pour la population mâle située dans la tranche d'âge de 15 à 64 ans) ». Rapport cité, p. 16.

(6) Voir R. SAMPAIO GARCIA, article *Escravatura in « Dicionário de História de Portugal »* cité, p. 79.

(7) 1 Escudo = 0,20 FF environ. On a largement utilisé dans ce bref survol l'article cité de J. A. SANTOS.

(8) Il faut à cet égard remarquer que depuis le début de la guerre coloniale en 1961 plus de 100 000 jeunes Portugais déserteurs ou insoumis sont venus grossir les légions des émigrants portugais en Europe (voir *Le Monde* du 16-3-74). Quant à l'opinion selon laquelle les guerres coloniales sont sans issue, elle a reçu un soutien tardif, mais extrêmement significatif du Général Antonio DE SPINOLA, ancien Gouverneur de Guinée-Bissau et Commandant en Chef des forces portugaises, dans son livre : *Le Portugal et l'Avenir* dont la publication en février a précipité la crise au sein de l'armée portugaise.

(9) Voir les conclusions du 3^e Congrès de l'Opposition Démocratique, Aveiro, avril 1973 : « L'émigration de dizaines de milliers de travailleurs portugais chaque année est une conséquence directe de la place qu'occupe notre pays dans la chaîne impérialiste mondiale, en tant que colonie sous-développée pourvoyeuse de larges contingents de force de travail susceptible d'être sur-exploitée par les grands monopoles étrangers. »

(10) *Conclusões do 3º Congresso da Oposição Democrática*, Lisboa. Seara Nova, 1973, p. 35.

(11) J. A. SANTOS, communication citée.

(12) Cf. *A Opinião*, hebdomadaire de Porto, n° 29, du 23-2-1974.

(13) Sources : — Joel SERRÃO, *Emigração Portuguesa*, Lisboa, Livros Horizonte, s.d., Tableau II (p. 154-155).

— Aníbal ALMEIDA, article cité, Tableau II, p. 26.

— Carlos ALMEIDA e António BARRETO : *Capitalismo e emigração em Portugal*, Lisboa, Prelo Editora, 1970, Tableau n° 3.3., p. 290.

Le rapport de l'OCDE sur le Portugal déjà cité affirme pour sa part, p. 16 : « D'après certaines estimations, les retours définitifs volontaires sont extrêmement faibles et les ralentissements de l'activité économique enregistrés dans les pays d'accueil n'ont donné lieu qu'à des retours temporaires (récession allemande de 1967-1968 et perturbations de l'activité économique occasionnées en France par les événements de mai-juin 1968). »

(14) Chiffres tirés de Joel SERRÃO : *Emigração Portuguesa*, Lisboa, Livros Horizonte, s.d., p. 154.

(15) Article de S. LEAL cité, p. 8.

(16) Idem, p. 13.

(17) J. A. SANTOS, article cité.

(18) Dominique LAHALLE : *Les travailleurs immigrés d'une grande entreprise de construction mécanique* in : *Sociologie du Travail*, n° spécial sur les Travailleurs immigrés, juillet-septembre 1972, p. 316-330.

(19) A ce propos, voir Maria-Helena NEVES : *Problèmes et méthodes d'une éducation interculturelle dans le milieu des travailleurs migrants portugais de la région parisienne* in : *Développement et Civilisations*, n° 52-53, avril-septembre 1973, p. 18-50.

travail, fondée sur l'industrialisation pour les uns, l'agriculture et les matières premières pour les autres, système qui s'est perpétué jusqu'à nos jours).

La dépendance vis-à-vis de l'Angleterre a abouti au début du XIX^e siècle à donner à celle-ci une préférence dans le commerce avec les colonies (surtout le Brésil), supérieure à la préférence dont bénéficiait la métropole elle-même. On voit déjà, depuis cette époque, le Portugal, pays colonialiste et colonisé, n'être que le mandataire d'intérêts plus puissants non seulement sur son territoire, mais dans les colonies elles-mêmes. Les livraisons d'or et de pierres précieuses du Brésil pendant tout le XVIII^e et le début du XIX^e ont été aussi pour beaucoup dans l'émigration vers le Brésil à cette époque et dans la renonciation à l'industrialisation du pays.

Si l'on revient à la période actuelle, marquée par l'énorme essor de l'émigration à partir de 1961, il faut d'abord remarquer que, en plus de l'accroissement de la demande de main-d'œuvre dans les pays développés de l'Europe capitaliste, 1961 marque le début des guerres coloniales que le Portugal mène en Angola, en Guinée et en Mozambique.

Ces guerres coloniales qui engloutissent 50 % environ du budget national et immobilisent 200 000 jeunes soldats dans les colonies, ont empêché le développement du pays. La formation brute de capital fixe a vu son niveau déjà bas fléchir tout au long de cette période : par rapport au PNB, elle a été de 19,2 % en 1968., de 18,4 % en 1969 et de 17,2 % en 1970.

L'augmentation de la population active pendant la décennie de 60 a été de 539 000 à laquelle il faut ajouter 298 300 emplois ruraux supprimés; il aurait donc fallu créer 837 300 emplois pendant cette période, mais on n'en a créé que 272 100; les 565 200 personnes actives n'avaient donc d'autre solution que d'émigrer ou de mourir de faim.

L'émigration contribue encore à aggraver le taux d'inflation, qui a déjà tendance à être élevé en raison des énormes dépenses militaires : les envois des émigrants sont passés de 3 378 millions d'escudos en 1965 à 11 812 millions en 1969 (7). C'est ainsi que le taux d'inflation a été en 1973 de 20 % selon les statistiques fournies par l'OCDE.

Donc, le prétendu esprit d'aventure qui caractériserait les Portugais est une explication qui vise à cacher les causes réelles de l'émigration : le sous-développement séculaire, le régime fasciste qui prive les travailleurs de toutes les libertés, que le gouvernement persiste à mener contre l'avis de son peuple et de la communauté internationale (8).

On ne parlera pas dans ce bref survol des conditions de vie et de travail des émigrés portugais dans les « pays d'accueil »; d'une part, ce problème est bien connu;

d'autre part, cet article traite de l'émigration et non de l'immigration portugaise (et ce n'est pas seulement d'une nuance qu'il s'agit : nous refusons en bloc les prétendus bénéfices que cette saignée migratoire a apportés à notre pays; nous rejetons le modèle de développement fondé sur un nouveau type de colonisation où cette fois le colonisé vient lui-même se faire exploiter dans les grandes métropoles; nous approuvons entièrement et avec nous, des millions de Portugais les conclusions du 3^e Congrès de l'opposition démocratique (9).

« L'émigration se traduit par l'appauvrissement général du peuple portugais, comme l'a prouvé le recensement de 1970, en révélant la diminution de la population en chiffres absolus par rapport à 1960 » (10).

L'appauvrissement est d'autant plus réel que certains économistes des « pays d'accueil » chiffrent cyniquement la valeur d'un travailleur émigré sachant lire et écrire de 10 000 à 40 000 dollars (11).

L'appauvrissement est d'autant plus réel que le gouvernement portugais importe des travailleurs africains du Cap-Vert (dont le nombre actuel au Portugal dépasserait 50 000) et même, plus récemment, des ouvriers grecs et turcs (12). La boucle est ainsi bouclée : le Portugal, qui n'est qu'une colonie vis-à-vis des pays capitalistes développés fait figure de métropole vis-à-vis des travailleurs africains du Cap-Vert, victimes de la sécheresse chronique et de la faim.

Le retour

Il y a très peu de données chiffrées sur les retours des émigrés portugais au Portugal, mais au contraire des chiffres concernant les départs, qui varient d'une source à l'autre, toutes les sources sont d'accord pour dire que le nombre de retours est extrêmement réduit. Selon plusieurs sources, le nombre de retours a été le suivant depuis 1940 (13) :

1940-1949 : 45 070 (moy. annuelle 4 507).
1950-1960 : 19 232 (moy. annuelle 1 748).
1961-1971 : 16 383 (moy. annuelle 1 489).

Pendant cette même période, l'émigration a évolué comme suit :

1940-1949 : env. 85 000 personnes (14).
1950-1960 : env. 345 000 personnes (15).
1961-1972 : 1 254 400 personnes (16).

On assiste ainsi à un double mouvement de réduction du nombre déjà très faible des retours et à une augmentation extrêmement rapide de l'émigration, qui a quadruplé entre 1950 et 1960 et a quadruplé à nouveau entre 1961 et 1972. Le vieillisse-

ment et la féminisation progressive de la population portugaise et la diminution du solde physiologique qui en est résulté (excédent des naissances sur les décès), aggravés par la poursuite de l'émigration, expliquent que des projections tout à fait officielles prévoient une diminution de la population globale, qui passerait de 8,6 millions en 1970 à 8,142 millions en 1975 et à 7,988 millions en 1980, alors que la population active, qui était de 3,227 millions en 1960 et de 3,221 millions en 1970, passerait à 2,991 millions en 1975 et à 2,830 millions en 1980 (17).

Les intentions de retour des émigrants portugais en France

A notre connaissance, très peu d'études ont abordé le problème des intentions de retour des travailleurs émigrés en France.

Dans une enquête réalisée en 1972 par D. LAHALLE dans une grande entreprise de construction mécanique possédant plusieurs établissements à Paris et en province, et employant en moyenne 30 % d'immigrés dans ses usines, auprès d'un échantillon de 600 travailleurs immigrés et 100 travailleurs français (18), il y a quelques indications fragmentaires, mais qui méritent d'être relevées : en ce qui concerne les raisons de la venue en France, 40 % des Portugais interrogés ont indiqué qu'ils étaient venus « pour faire des économies », 46 % pour « envoyer de l'argent à leur famille » et 26 % pour « apprendre un métier ». Pour ce qui est des projets relatifs à la durée de leur séjour en France, au moment de leur arrivée, 60 % des Portugais interrogés pensaient rester plus de 3 ans en France et 22 % pensaient y rester pour toujours; au moment de l'enquête, le pourcentage des Portugais qui pensaient rester en France toute leur vie avait augmenté sensiblement et avait atteint 46 %. Il est évident qu'on ne saurait tirer des conclusions définitives de cette étude étant donnée l'exiguïté de l'échantillon étudié.

L'autre élément extrêmement imparfait que nous pouvons verser à ce dossier est le résultat d'une discussion, informelle mais orientée, avec 90 travailleurs portugais de la région parisienne (dont 15 femmes), âgés de 30 à 40 ans, sur le thème du retour au Portugal. La réunion a eu lieu en mars 1974 dans une commune de la banlieue parisienne et on avait invité les travailleurs à assister à la projection du film de Christian DE CHALONGE *O Salto* et ensuite à discuter le problème de l'émigration et les possibilités de retour au Portugal. Trois jeunes Portugais menaient les débats et orientaient la discussion en soulevant certains problèmes; environ 10 personnes ont participé

activement à la discussion (tous des hommes), bien que les autres aient suivi attentivement les interventions et y aient ajouté parfois des commentaires. La discussion s'est prolongée pendant presque deux heures et 40 personnes environ sont restées jusqu'à la fin, ce qui est exceptionnel dans ce genre de débats avec des travailleurs portugais. La plupart de ces travailleurs sont d'origine rurale et proviennent surtout des régions les plus arriérées du Nord et du Centre du Portugal.

Interrogés sur la coïncidence entre le début de la guerre coloniale en Angola en 1961 et l'énorme essor de l'émigration portugaise à partir de cette année, ils ont tous reconnu qu'il ne s'agissait pas d'un hasard et qu'il y avait certainement une liaison entre les deux phénomènes. Aucun des présents n'a défendu le maintien des colonies et tous ont été d'avis qu'il faudrait leur accorder l'indépendance car « ces terres ne sont pas à nous » (ce qui est également exceptionnel, l'idéologie colonialiste étant largement répandue chez des gens qui, selon leur propre opinion, n'ont pas beaucoup de culture). Certains participants ont souligné le fait que le Portugal n'est pas un pays pauvre, (l'un d'entre eux a même parlé de l'existence de pétrole dans la Serra de Sintra!), mais un pays mal gouverné où il n'y a pas de liberté pour les travailleurs (mais ils ne savaient pas très bien définir la liberté). On a mentionné les exemples de la Hollande et de la Suisse, qui sont plus petites que le Portugal et où il n'y a pas d'émigration.

Leurs attaches avec le pays natal sont évidentes : ceux qui le peuvent (essentiellement ceux qui n'ont pas de problèmes militaires) vont passer leurs vacances au Portugal. Ils ont le sentiment que leur pays a besoin d'eux, de leur travail (un participant a même parlé d'une lettre de sa femme, restée au Portugal pour cultiver les terres, où elle lui disait combien il lui manquait pour les travaux des champs). Comme raisons d'émigration, les participants ont mentionné le chômage ou les très bas salaires au Portugal, la guerre coloniale (« on élève un fils jusqu'à l'âge de 20 ans pour le voir partir à la guerre »), la disparition des petites entreprises dont les machines périmées ne peuvent concurrencer les machines modernes des grands monopoles étrangers (affirmation d'un autre participant). Pour beaucoup d'entre eux, la question soulevée de leur éventuel retour était manifestement un problème nouveau, auquel ils n'avaient jamais osé penser; cependant, ils se rendent compte maintenant de la précarité de leur situation en France, où leur séjour peut être à la merci d'une crise économique ou d'une décision politique des autorités. Dans ces conditions, ils pensent que s'ils sont un jour obligés de partir, ils ne pourront pas tous trouver du travail au Portugal; ce qui ne les empêche pas de penser

« qu'avant tout, ils sont portugais » et même d'exprimer de vagues sentiments de méfiance, ou de xénophobie vis-à-vis des travailleurs français, avec qui ils n'ont presque pas de contacts en dehors de leur travail. Cependant, un participant qui est ouvrier qualifié du bâtiment, est depuis plus de dix ans en France et parle très bien le français, a souligné l'importance des syndicats, de la solidarité entre les travailleurs français et immigrés.

Ils veulent tous que leurs enfants fassent des études poussées et ceux qui ont des enfants au Portugal envoient tout l'argent nécessaire à cette fin, pour qu'ils ne connaissent pas les mêmes difficultés que leurs parents (19).

Il semble que ceux qui ont leur famille en France envisagent beaucoup moins le retour au Portugal que ceux qui y ont laissé la leur : l'un de ces derniers, ouvrier à Paris depuis des années, parlait des terres qu'il avait achetées au Portugal et du tracteur qu'il achèterait dès son retour.

De cette discussion, très riche et très neuve en milieu portugais, on ne peut tirer non plus de conclusions générales. Le sentiment confus qui a été exprimé est que, s'il y avait eu du travail au Portugal, s'il y avait eu la « liberté » et s'il n'y avait pas eu de guerre coloniale, les travailleurs présents n'auraient pas émigré. Ce qui ne veut pas dire que tous les émigrés retourneront au Portugal si les conditions politiques et sociales changent. Malgré cette constatation assez générale, tous les travailleurs présents ont reconnu qu'ils n'avaient pas perdu leur temps en France, qu'ils avaient appris beaucoup de choses nouvelles et amélioré leur qualification professionnelle.

Il est probable que les derniers développements de la crise politique profonde que traverse le Portugal en ce moment en raison des guerres coloniales, suscite dans le milieu des travailleurs portugais de nouvelles discussions sur un thème que visiblement ils n'avaient pas envisagé jusqu'alors — celui de leur retour au Portugal.

Il serait utile que des enquêtes puissent être faites sur ce thème, pour évaluer l'impact de la crise économique actuelle dans les pays capitalistes développés et celui de l'évolution — qui semble maintenant extrêmement rapide — de la situation intérieure au Portugal.

Post-scriptum : Ce texte, écrit le 31 mars 1974, a acquis un nouvel intérêt après le soulèvement du Mouvement des Forces Armées Portugaises, appuyé par le peuple, qui a renversé le régime fasciste vieux de 48 ans. C'est ainsi que *Le Monde* du 8 mai 1974 annonce qu'après l'amnistie décrétée par la Junte de Salut national, des milliers de déserteurs et insoumis se rendent dans leur pays. Des milliers d'émigrés économiques suivront certainement leur exemple.